



## **Etude bilan, évaluation et prospective du 2<sup>ème</sup> Contrat de Rivière Eyrieux - Embroye - Turzon**

### **Module 3 – Bilan du fonctionnement du contrat**

**Date** : Novembre 2020

**Réf** : Offre 19-175 / PBE





## Table des matières

I.	Rappel des objectifs et de la méthode .....	5
I.1.	Préalables.....	5
I.2.	Les axes structurant nos investigations et analyses .....	5
I.3.	Les modalités de recueil et de traitement de l'information.....	6
II.	Historique du contrat .....	7
II.1.	1995 - 2007 – Prémisses et mise en œuvre d'un premier contrat de rivière.....	7
II.2.	2008-2014 – L'élaboration d'un second contrat de rivière .....	8
II.3.	2009-2014 : Mise en œuvre du second contrat de rivière .....	9
III.	Le fonctionnement de la procédure.....	12
III.1.	Le périmètre et le portage de la démarche (SMEC) .....	12
III.2.	L'animation .....	14
III.3.	Le pilotage et la concertation .....	15
III.4.	Le suivi et l'évaluation du contrat .....	17
III.5.	L'information, communication et sensibilisation .....	17
IV.	Les points de vue des acteurs consultés .....	22
IV.1.	Le « monde des élus » .....	23
IV.2.	Le « monde » de l'agriculture et de la forêt .....	27
IV.3.	Le « monde Environnement / Tourisme ».....	31
	Annexe 1 : liste des partenaires consultés individuellement.....	35
	Annexe 2 : listes des participants aux groupes focus.....	35



# I. Rappel des objectifs et de la méthode

## I.1. Préalables

Les contrats de bassin sont des procédures de gestion territorialisée de l'eau et des milieux aquatiques qui ont pour spécificité d'**intégrer la concertation, comme principe fondateur**. En pratique, ce principe renvoie à la **mise en place de dispositifs et d'instances**, associant les acteurs et représentants des usagers concernés à différents titres par cette gestion. Au-delà, ces procédures ont également pour ambition de favoriser **des évolutions de représentations et de pratiques de la part de l'ensemble des usagers**, aussi divers soient-ils.

Cette **priorité accordée au partenariat et à la coopération** entre acteurs détermine clairement certaines des conditions de l'évaluation :

- ➡ **L'évaluation exige d'abord d'associer, autant que faire se peut, l'ensemble des partenaires concernés.** En effet, les points de vue de ceux-ci tant sur le fond que sur la forme des démarches constituent une des matières de l'évaluation. Dans cette optique, l'équipe d'étude a pour ambition essentielle de les associer pleinement à ce processus.
- ➡ L'analyse et l'évaluation des modalités de fonctionnement de la procédure doivent naturellement s'intéresser à la concertation, mais aussi aux processus de décision et d'action collective et individuelle des acteurs. Dans ce cadre, la question de la cohérence entre leurs propres discours et pratiques et ceux développés dans le cadre partenarial semble déterminante, de même que celle des évolutions de postures, de pratiques et de relations, liées à la mise en œuvre de ces démarches.
- ➡ **L'analyse doit également prendre en compte le fait que chaque acteur ou groupe d'acteurs dispose de sa propre logique d'action**, fondée notamment sur la façon dont ils se représentent à la fois les problématiques traitées et sur ses relations avec les autres acteurs. Pour objectiver notre analyse de ces logiques, nous veillons dans nos enquêtes à partir de faits tangibles, à partir desquels nous invitons les acteurs à exprimer leurs opinions, leurs « façons de voir ». De plus, pour rendre cette lecture possible, nous veillons à construire le **dispositif d'écoute initiale autour de groupes d'acteurs cohérents au regard de leurs usages prioritaires**.
- ➡ Enfin, la mobilisation des acteurs dans le cadre de cette mission d'étude répond à une de ses finalités essentielles, qui est de dessiner collectivement des perspectives pour l'avenir. **Notre intervention vise donc également à susciter et accompagner la dynamique sociale et politique requise, dans une logique d'étude-action.**

## I.2. Les axes structurant nos investigations et analyses

Trois grands volets de questionnement proposés au cahier des charges ont guidé notre travail :

- **Analyse du mode de fonctionnement de la procédure.** Il s'agit d'appréhender le plus précisément possible le fonctionnement de la démarche et de fonder des hypothèses sur ses points forts et faibles. Cette analyse essentiellement descriptive concerne les modalités du pilotage et du portage de la procédure, les moyens humains et matériels mobilisés, les règles de fonctionnement et les cadres/instances/processus de concertation et de prise de décision,

le poids des expertises mobilisées, les circuits informationnels et la stratégie de communication mis en œuvre, ... Sa présentation est effectuée dans le cadre d'une approche de la démarche, pour partie chronologique et pour partie thématique.

- **Analyse du niveau d'appropriation, d'adhésion et d'implication des acteurs.** Il s'agit d'apprécier la façon dont les différents acteurs concernés se sont effectivement approprié la démarche. L'objectif est de s'intéresser à leur niveau de connaissance objective de la procédure, à leur degré d'adhésion à ses objectifs, à la réalité de leur engagement dans leur mise en œuvre et aux effets sur leurs propres représentations et pratiques.
- **Appréhension des acteurs de la mise en œuvre du contrat.** Il s'agit d'analyser la façon dont les acteurs concernés apprécient dans leur diversité le fonctionnement de la procédure, les objectifs poursuivis et les résultats obtenus. On s'intéresse à ce stade à leurs attentes à l'égard de la présente démarche de bilan et d'évaluation.

Ces deux derniers volets renvoient en priorité à une approche qualitative, fondée sur une écoute ouverte des acteurs, évitant au maximum les processus d'induction de leurs points de vue. Ils impliquent d'inviter explicitement les acteurs à s'engager dans une forme de processus d'auto-évaluation accompagnée, notamment sur la base de l'identification des écarts entre leurs attentes initiales et leurs constats.

### I.3. Les modalités de recueil et de traitement de l'information

L'ensemble de ce module est mis en œuvre autour des 3 entrées complémentaires :

- un **examen des documents** disponibles produits, supports d'information et de communication attachés d'une façon ou d'une autre à l'élaboration et à la mise en œuvre de la procédure.
- **des enquêtes individuelles auprès « d'informateurs privilégiés »**, sur la base d'entretiens en face à face ou téléphoniques, avec pour but d'écouter des acteurs locaux disposant d'une bonne connaissance de la procédure et de son déroulement, ainsi que des représentants des acteurs « extra-locaux » (partenaires techniques et financiers), soutenant et/ou encadrant la démarche. Outre le recueil d'informations objectives, ces acteurs et opérateurs ont également été invités à exprimer un jugement critique sur la procédure et ses résultats.<sup>1</sup>
- **Des entretiens collectifs (groupes focus) permettant notamment d'associer un cercle plus large des acteurs** impliqués à différents titres et degrés dans la démarche. Ce temps a permis plus précisément de travailler sur leur niveau d'appropriation, d'adhésion et d'engagement et sur leur approche qualitative et subjective de la mise en œuvre de la procédure. Ces entretiens ont consisté en des ateliers de discussion collectifs, d'environ 2 à 3 heures. Ils ont réuni des représentants des différents "mondes d'usagers" du territoire : 2 réunions consacrées aux élus et collectivités du bassin versant, 1 réunion aux acteurs du « monde » de l'agriculture et de la forêt et 1 réunion aux acteurs du « monde » de l'environnement et du tourisme.<sup>2</sup>

Le choix de structurer ce temps d'écoute par "mondes" et de distinguer les élus locaux répond au fait que nous souhaitions **favoriser une expression ouverte et franche** des acteurs et ne pas être parasités par des jeux entre acteurs, difficiles à décrypter à partir d'un point de vue extérieur. La forme collective a également pour intérêt de **donner à l'ensemble des acteurs une lisibilité claire des positions des**

---

<sup>1</sup> La liste des personnes interrogées dans ce cadre est exposée en annexe 1.

<sup>2</sup> Les listes des participants aux différentes réunions sont données en annexe 2.

différents "mondes" ; condition propice à la suite de la démarche et notamment à la réflexion "inter-mondes", qui présidera ensuite à la discussion/validation du bilan, de l'évaluation et au travail prospectif sur les perspectives.

## II. Historique du contrat

---

### II.1. 1995 - 2007 – Prémisses et mise en œuvre d'un premier contrat de rivière

Second bassin versant du département de l'Ardèche par sa taille, celui de l'Eyrieux présente la spécificité de s'être trouvé engagé dès le milieu des années 90 dans une démarche concertée de gestion de ses cours d'eau, suite à la réalisation d'un schéma directeur par les services de l'Etat. Pour en assurer le portage, le syndicat Eyrieux Clair (SMEC) est créé fin 1997 et procède à l'embauche d'une technicienne de rivière en octobre 1998.

Le premier contrat de rivière Eyrieux a été signé en décembre 1998 pour une durée de 7 ans et prolongé d'un an par avenant. Il a donné lieu à une étude bilan évaluation et prospective réalisée en 2007. Celle-ci a souligné comme points forts :

- l'effet positif du contrat sur le développement de l'intercommunalité autour des enjeux eau,
- l'affirmation du rôle du syndicat comme interlocuteur principal, regroupant des compétences au sein d'une seule structure,
- la réalisation d'actions notamment sur l'entretien des cours d'eau et l'assainissement,
- et des efforts en matière de sensibilisation de la population et de valorisation du patrimoine lié à l'eau

Par ailleurs, différentes faiblesses de la démarche ont été soulevées, parmi lesquelles :

- l'existence d'objectifs peu clairs,
- l'oubli de certaines problématiques mises en évidence dans l'étude préalable,
- des interventions sur les cours d'eau associées répondant plus à des objectifs hydrauliques qu'environnementaux,
- l'absence d'outils de gestion spécifiques du contrat,
- un manque de remontées d'informations sur les projets communaux et d'échanges avec certains partenaires.

## **II.2. 2008-2014 – L'élaboration d'un second contrat de rivière**

### **II.2.1. Un investissement marqué dans des études préalables**

A la suite de ce premier contrat et de son évaluation, le SMEC dépose un dossier sommaire de candidature pour un second contrat de rivière Eyrieux Embroye Turzon en 2008. Un fort investissement dans la connaissance va ensuite être mis en œuvre avec le portage et la réalisation d'une importante série d'études préalables entre 2009 et 2011 :

- Étude d'opportunité pour la mise en place du SPANC sur le bassin (2009), suivie de l'adhésion de 3 EPCI en représentation-substitution des communes (2010) pour permettre la mise en œuvre du service ANC en mars 2011 ;
- Caractérisation de la qualité des cours d'eau (2009/2011) ;
- Étude sur la qualité du lac aux Ramiers en mars 2009 sous maîtrise d'ouvrage commune de Vernoux en Vivarais (2009/2010) suivi de travaux de vidange (2011/2012) ;
- Etude sur les volumes prélevables sous maîtrise d'ouvrage Agence de l'eau RMC (2009/2012) ;
- Préservation et valorisation des zones humides en partenariat avec le CEN Rhône-Alpes (2009/2012) ;
- Plans pluriannuels d'entretien et de gestion de la végétation (2010/2013) ;
- Étude transports solides du bassin de l'Eyrieux (2010/2012) ;
- Plan de communication (2011) ;
- Schéma de cohérence des activités de découverte (2011/2012).

Cet effectif important d'études préalables s'explique notamment du fait que le premier contrat avait été élaboré sur la base d'une approche multithématique nettement plus sommaire que les études préalables réalisées à partir des années 2000.

### **II.2.2. Deux années d'élaboration du contrat et de nouveaux volets d'activités pour le SMEC**

Les années 2012 et 2013 ont été essentiellement consacrées à élaborer le programme d'actions du contrat de rivière. Les travaux ont d'abord été menés en interne en collaboration avec les partenaires techniques, avant un travail de programmation avec les collectivités et maîtres d'ouvrage.

Le dossier définitif du 2ème contrat de rivière Eyrieux Embroye Turzon est finalement déposé devant les instances des financeurs entre la fin 2013 et la mi-2014 (Région Rhône-Alpes, Agence de l'eau RMC, Département de l'Ardèche) et son lancement a été officialisé par la signature du document contractuel par les 14 signataires le 21 octobre 2014. Sa durée est de 5 ans.

Par ailleurs, le SMEC intégrera deux nouvelles missions durant cette période :

- le SPANC sur les parties orphelines de son bassin (essentiellement bassins de Saint Martin de Valamas et du Cheylard, plateau de Saint Agrève et plateau de Vernoux), accompagnée de l'embauche de 2 techniciens. Cette activité perdure aujourd'hui.



- la gestion du site Natura 2000 « Vallée de l'Eyrieux et affluents ». Elle est confiée par les services de l'Etat au SMEC qui l'accepte. L'intégration du périmètre au sein du bassin versant et la dominante cours d'eau de ce site justifient ce choix, qui permet l'intégration d'un nouveau technicien, disposant d'une expertise plus écologique que le reste de l'équipe technique. Outre cet apport d'expertise, il prendra part à différentes initiatives/actions du SMEC dans le cadre du contrat de rivière, notamment via le volet communication et sensibilisation. La mission vise dans un premier temps à assurer l'élaboration d'un document d'objectifs unique, portant sur la gestion du site Natura 2000 et d'un site ENS associé. L'ensemble de la démarche est placé sous l'autorité d'un comité de pilotage et d'un comité technique dédiés. Fondée sur des périodes de 3 ans, elle donnera lieu à un renouvellement, puis à son abandon en 2017 lors du renouvellement suivant destiné à la mise en œuvre du programme. Bien que le site ait été récupéré par le PNR des Monts d'Ardèche, ce retrait du SMEC, voté essentiellement par des élus du conseil syndical non concernés par le site Natura 2000 (en dépit d'un financement à 100 %), a été lu comme un signe défavorable par plusieurs partenaires. Au-delà d'un manque de cohésion et de cohérence du syndicat, c'est la difficulté à porter et entraîner les élus autour d'enjeux et objectifs ambitieux sur un plan environnemental qui est regrettée. La situation n'a pas empêché la poursuite de collaborations techniques et le développement des liens avec deux autres sites Natura 2000 « Tourbières du plateau de saint Agrève » et « Gerbier Mézenc » également portés par le Parc, notamment autour de la mutualisation de moyens et d'expertises sur des projets concernant des zones humides et la communication/sensibilisation (animations scolaires, festival de l'eau).

### II.3. 2009-2014 : Mise en œuvre du second contrat de rivière

Nota : Pour appréhender de façon détaillée le bilan des actions mises en œuvre dans le cadre du contrat de rivière et leurs impacts sur cette période, veuillez consulter la partie bilan de ce rapport.

#### II.3.1. Abrégé des regards recueillis sur les volets du contrat

Il est cependant possible de réaliser un survol de la mise en œuvre du contrat pour appréhender la tonalité des informations recueillies à leur sujet auprès des acteurs consultés :

- **La qualité de l'eau (Volet A)** trouve sa part réduite par rapport au premier contrat, témoignant en cela de l'évolution de politiques publiques, davantage orientées sur le grand cycle de l'eau et les milieux. Après avoir principalement œuvré autour des STEP, la période s'oriente sur l'amélioration des réseaux de desserte et les EPCI vont prendre la main sur ces dossiers. Aujourd'hui, ces EPCI compétents sur l'eau et l'assainissement ou appelés à l'être dans les années à venir signer des contrats directement avec l'Agence de l'eau sur ces sujets (assainissement et eau potable). Cette évolution interroge le choix historique de l'Agence d'avoir structuré des collectivités maîtres d'ouvrage à l'échelle des bassins versants, tels que le SMEC, qui se trouvent focalisés sur les milieux, sans réelle monnaie d'échange pour envisager avec les collectivités du territoire des projets ambitieux concernant les milieux.
- **Les milieux (volet B1)** étaient destinés à occuper une place importante dans ce contrat. **Concernant les cours d'eau**, des actions ont été conduites en faveur de la continuité, via l'effacement de seuils. Cependant l'investissement du SMEC au-delà d'une étude préalable

portant sur 8 seuils n'a pas été forcément à la hauteur des attentes, sachant que la maîtrise d'ouvrage a été portée sur des seuils importants par la CAPCA et la Fédération de pêche. Pour de nombreux partenaires, on retrouve là la prudence politique du SMEC face à des actions allant à l'encontre de volontés locales. Le résultat est que de nombreux acteurs de terrain s'interrogent sur l'activité du SMEC sur ce volet essentiel. Ce sentiment est renforcé du fait que certaines études peuvent aboutir à raison à la recommandation de ne pas intervenir, comme c'est apparemment le cas sur l'étude consacrée à l'EBF sur l'aval de l'Eyrieux. La lisibilité de l'action du SMEC s'en trouve affectée et les acteurs intéressés estiment que le syndicat est demeuré trop rive à des actions d'entretien, qui ne leur paraissent plus forcément d'actualité.

**Concernant les zones humides**, la situation apparaît plus favorable, le SMEC ayant porté en lien étroit avec le CEN la définition d'une stratégie territoriale de restauration, agrémentée d'une charte d'objectifs et suivie d'actions de préservation et de restauration sur différents sites, tels que sur le site du Lac de Devesset ou la commune de Chalencon. Même si le SMEC n'était pas maître d'ouvrage, son assistance active lui permet de bénéficier d'un écho nettement positif.

- **La gestion quantitative (Volet B2)** connaît en revanche un investissement inédit avec l'implication du SMEC dans l'élaboration d'un PGRE et sa mise en œuvre, suite au portage d'une étude volumes prélevables menée par l'Agence de l'eau. Si la concertation a été conduite dans des conditions satisfaisantes, faire émerger des actions s'est avéré difficile, même si l'Agence de l'eau a soutenu un fort investissement du personnel du SMEC sur ce volet. Un bilan à mi-parcours en cours de réalisation devrait permettre d'en savoir davantage et révéler les freins à l'investissement de certaines collectivités et usagers de l'eau, prétextant soit un manque d'enjeu, soit un déficit de connaissance pour s'investir. Même si les acteurs constatent une évolution défavorable des quantités d'eau disponible sur des périodes critiques qui s'allongent, il semble que la tendance soit à conserver ses acquis.
- **Le volet risque (B3)** n'a connu pour sa part aucun développement et l'on relève que les EPCI, qui ont transféré au SMEC le volet GEMA, ont conservé le volet PI.
- **A propos du volet C**, voir le volet fonctionnement de la procédure et notamment la partie consacrée à l'animation et communication/sensibilisation.

Par ailleurs, la période a vu la **mise en œuvre de nouvelles études sur un large éventail de thématiques**, dont notamment :

- **Milieux** : Caractérisation des habitats de l'Eyrieux, Etude de faisabilité pour restaurer la continuité écologique sur 8 seuils, Stratégie Zones humides, Plan pluriannuel de gestion, de restauration et d'entretien de l'Eyrieux, Etude EBF Eyrieux aval ;
- **Gestion quantitative** : Plusieurs inventaires et études concernant les prélèvements et prélèvements agricoles sur différents bassins déficitaires, Plan de Gestion de la Ressource en Eau
- **Usages** : Mutualisation de 8 profils de baignade,
- **Autres** : Etude sur l'organisation de la compétence GEMAPI, études associées au bilan du contrat de rivière (qualité, piscicole, astacicole, profil en long, bilan global).

Si ces investissements dans la connaissance ne sont pas contestés en soi, un sentiment assez partagé par les partenaires du contrat est que celui-ci est trop orienté sur les études au regard d'attentes en termes d'actions opérationnelles.

### II.3.2. Le dossier GEMAPI en toile de fond politique de la période

Comme sur de nombreux territoires de gestion de l'eau, la période consacrée à la mise en œuvre du contrat verra le SMEC concentrer une part importante de son énergie à la mise en place de la compétence GEMAPI sur un territoire dépassant largement son propre périmètre. Ce territoire intègre 3 syndicats de rivière et 7 EPCI. L'agence de l'eau, principal financeur de cette étude, défend l'idée qu'un portage par le SMEC, sachant que les 2 autres syndicats manquent de ressources humaines pour le faire et que les EPCI ne sont pas les plus indiqués pour le faire.

Débutée à la mi-2016, la démarche s'achèvera avec la validation définitive des nouveaux statuts du SMEC en septembre 2020. A titre d'exemple, la rédaction du cahier des charge puis la mise en place d'un groupement de commande pour l'étude vont réclamer presque un an et le dernier comité de pilotage se tiendra mi-2019, avant d'attaquer la révision des statuts du SMEC validée courant 2020. Au-delà, la négociation a été complexe, hésitant entre une réflexion sur les enjeux et le fond et une approche centrée sur les moyens et modalités de financement. Aujourd'hui, un regret s'exprime d'avoir vu la seconde supplanter la première trop rapidement.

Outre la fusion des 2 plus petits syndicats hors bassin de l'Eyrieux et la confirmation de l'exercice de la compétence GEMAPI sur l'Ouvèze par la CAPCA, l'étude a abouti au renforcement du SMEC avec l'intégration du bassin versant du Mialan et de petits affluents du Rhône, situés sur la communauté de communes Rhône Crussol, riveraine du Rhône et proche de Valence. L'intégration de cet EPCI représente un total de 10 communes supplémentaires (2 communes faisaient déjà partie du SMEC). Le doublement de la population du périmètre du SMEC a obligé à revoir les clefs de contribution des membres, intégrant comme variable le linéaire de cours d'eau (30%) en plus de la population (50%) et du potentiel fiscal (20%).

Par ailleurs, si l'on a abouti à un transfert de compétences, l'hypothèse d'une délégation de compétences a été évoquée, même si elle aurait sans aucun doute abouti à un manque de stabilité et de lisibilité dans la durée de l'action du SMEC, clairement défavorable à l'ensemble des collectivités concernées. In fine, les EPCI ont confié au SMEC le volet GEMA complété de compétences en termes d'animation territoriale, de suivi de milieu et de gestion quantitative, tout en conservant le volet PI.<sup>3</sup>

Au-delà, il importe de relever que la décennie 2010 a constitué une longue période de réformes institutionnelles tant concernant la refonte des intercommunalités que la définition et la mise en œuvre de la compétence GEMAPI. Sur ce bassin comme sur beaucoup d'autres, ces différentes réformes législatives et réglementaires ont à la fois créé de l'incertitude et consommé une part importante de l'énergie des élus qui a pu affecter celle à consacrer aux projets opérationnels. Aujourd'hui, un nouveau cadre se dessine et sera réellement appliqué à partir de l'année 2021. Il est à espérer que ce dernier ne bouge plus dans les années à venir pour permettre aux collectivités concernées de travailler utilement aux tâches et aux projets que leur imposent leurs compétences.

---

<sup>3</sup> La mise en place d'une nouvelle gouvernance est présentée dans la partie consacrée au portage de la démarche

### III. Le fonctionnement de la procédure

---

#### III.1. Le périmètre et le portage de la démarche (SMEC)

##### III.1.1. Un périmètre pertinent mais divisé et appelé à évoluer

Concernant le bassin versant de l'Eyrieux, le périmètre du contrat de rivière est globalement cohérent au regard d'une approche hydrographique classique. Deuxième bassin versant du département de l'Ardèche par sa taille, la plupart des acteurs consultés estiment qu'il comporte suffisamment d'enjeux liés à la gestion de l'eau et des milieux aquatiques pour mériter une démarche globale, telle qu'un contrat de rivière.

Il n'en demeure pas moins qu'il s'agit d'un bassin versant davantage scindé que d'autres en une partie amont, centrée sur le bassin du Cheylard et une partie aval, tournée vers la vallée du Rhône, avec différents facteurs « faisant frontières » :

- une distinction physique formée par une longue traversée de gorges, dans lesquelles l'Eyrieux est difficilement accessible. Cette limite est soulignée par le barrage des Collanges, construit en 1981 et situé juste à l'amont de ce secteur.
- Le bassin du Cheylard s'est forgé une histoire et une identité industrielles fortes, alors que la partie aval était traditionnellement agricole. Aujourd'hui encore, l'aval joue davantage la carte d'un tourisme vert au sein de laquelle l'Eyrieux et sa vallée occupe une place importante (baignade et voie verte).
- La dernière carte intercommunale confirme cette frontière avec une partie aval rattachée à la Communauté d'agglomération de Privas Centre Ardèche (CAPCA) et la partie amont couverte pour l'essentiel par la Communauté de communes Val'Eyrieux (CCVE). La communauté de communes Montagne d'Ardèche y occupe une position plus marginale à l'amont du bassin versant. Quant à la Communauté de communes Rhône Crussol, son périmètre ne le recoupe pas.

Au-delà, sans contester la pertinence d'associer l'Embroye et le Turzon à cette démarche, sans laquelle ces bassins versants seraient sans doute demeurés orphelins de toute gestion intégrée, l'ensemble de nos échanges aboutissent au constat qu'ils n'ont pour ainsi dire jamais été évoqués ni en termes d'enjeux, ni de réalisations. A ce titre, la question de l'intérêt et des limites d'intégrer au sein du SMEC plus au nord les petits bassins versants affluents du Rhône attachés au périmètre de la Communauté de communes Rhône Crussol pose différentes questions aux acteurs concernés, tant du point de vue de leurs enjeux, notamment sous l'angle du poids des problématiques périurbaines (urbanisation, gestion pluviale, etc.) et de populations aux perceptions et attentes différentes de celle d'un bassin versant dans son ensemble plus rural.

##### III.1.2. Une lecture mesurée des enjeux de gestion

Parmi les interlocuteurs en capacité de juger de la situation du bassin versant (partenaires techniques et financiers), ils sont une majorité à partager l'idée que les milieux aquatiques y sont pour l'essentiel

en bon état, notamment sur la partie amont du bassin versant. Si ce n'était la question centrale du barrage des Collanges qui fait notamment obstacle au transit sédimentaire, l'Eyrieux est lui-même considéré comme un cours d'eau dans un état plutôt favorable. Et ce sont les affluents rive gauche de la partie aval de l'Eyrieux qui concentrent l'essentiel des questions relatives à leur état.

Ces visions plutôt favorables n'empêchent pas ces acteurs de défendre la nécessité d'une approche cohérente de la gestion des milieux aquatiques et des usages associés sur ce bassin versant. Ce point de vue tient notamment à la forte division entre amont et aval, évoquée précédemment.

### III.1.3. Un portage renouvelé dans le cadre de la GEMAPI

Le portage de la démarche est assuré par le syndicat mixte Eyrieux Clair (SMEC), créé en décembre 1997 pour mettre en œuvre les actions du contrat de rivière Eyrieux et regroupant initialement 41 communes adhérentes. Son objet est de « *réaliser ou faire réaliser toutes études et toutes opérations qui seront définies au contrat de rivière Eyrieux ainsi que ses avenants, avec pour objectif l'amélioration de la qualité de l'eau, du débit d'étiage, la restauration du milieu aquatique, le développement coordonné des activités économiques, agricoles et touristiques* ». Outre l'animation du contrat de rivière, le SMEC porte le SPANC sur une partie de son périmètre depuis 2011. Il a porté également l'animation du site Natura 2000 *Vallée de l'Eyrieux et affluents* entre 2011 et 2017. L'abandon de cette mission n'a pas donné un signal positif à nombre d'acteurs du territoire comme rappelé dans l'historique de la démarche

#### **Des évolutions de statuts et de périmètres successives**

Les statuts et périmètres du syndicat ont évolué à plusieurs reprises au gré de réformes successives. Au départ, le SMEC est un syndicat intercommunal composé seulement de communes. Dès 2003, il devient syndicat mixte par l'adhésion de la communauté de communes des Châtaigniers en représentation-substitution de ses communes. En 2010, en vue de la prise de compétence ANC, son périmètre s'agrandit à 10 nouvelles communes et s'étend alors sur 6 communautés de communes (CC Haut Vivarais, CC des Boutières, CC Pays du Cheylard, CC des Châtaigniers, CC de la Roche de Gourdon et CC Confluences Drôme Ardèche représentant un total de 36 communes) auxquelles s'ajoutent 29 communes directement adhérentes (dont 22 pour la compétence rivière seule). En 2015, à la suite de la mise en œuvre du nouveau SDCI et de la fusion/création de nouveaux EPCI, le SMEC actualise ses statuts, son périmètre comprend alors 3 EPCI (CC Val'Eyrieux, CC Rhône Crussol et une agglomération la CA Privas Centre Ardèche pour un total de 56 communes) et 8 communes en adhésion directe. En 2017, le SDCI modifie à nouveau la carte des intercommunalités et le territoire du SMEC comporte alors 4 EPCI (CA Privas Centre Ardèche, CC Val'Eyrieux, CC Rhône Crussol et CC Montagne d'Ardèche) pour un total de 64 communes.

Comme sur de nombreux bassins versants, au cours de la période évaluée, les EPCI et le syndicat ont réfléchi à la mise en place de la compétence GEMAPI (voir partie historique). Les modalités de représentation sont en cours d'évolution passant d'un conseil syndical de 69 délégués (base : 1 par commune et 2 si commune de plus de 2000 habitants) à 32 délégués (base : 10 pour les 3 premiers EPCI et 2 pour le dernier). Cette nouvelle répartition doit voir le jour début 2021 suite aux modifications statutaires nécessaires et il est difficile de prévoir comment cette nouvelle organisation fonctionnera. Il est cependant patent que l'ancienne gouvernance était interrogée, avec par exemple un conseil

syndical ayant voté les nouveaux statuts en décembre 2019 en présence de 7 élus sur 69, suite à une absence de quorum à une première réunion.

Sur un plan plus politique, le SMEC est présidé depuis son origine par un même élu, Bernard Berger, maire de Saint Georges les Bains, commune située sur les bassins versants de l'Embroye et du Turzon, qui assure également la présidence du comité de rivière. Fortement impliqué, il assure une présence reconnue et se trouve cependant davantage interrogé sur une posture privilégiant le consensus. Pour certains acteurs, cette posture ne serait pas favorable à la nécessité de lancer et pousser sur le devant de la scène des projets novateurs et/ou ambitieux allant parfois à l'encontre des perceptions ou intérêts locaux.

### III.2. L'animation

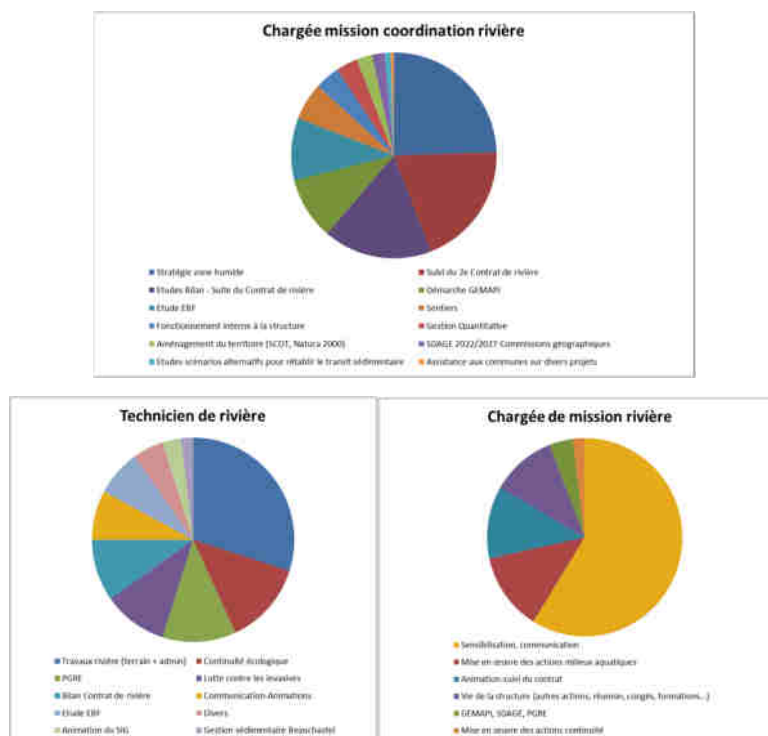
L'équipe du syndicat Eyrieux Clair repose sur un noyau dur de 4 salariés stables sur la période, dont :

- Une chargée de mission coordinatrice du contrat, présente depuis 1998 au départ comme technicienne de rivière. Elle a notamment porté le dossier GEMAPI ;
- Une chargée de mission rivière et communication, recrutée en 2003 initialement sur le dossier de l'ancienne voie de Chemin de Fer Départementale (Dolce Via) ;
- Un technicien de rivière, qui est le quatrième sur un poste créé en 2001 et présent personnellement depuis 2011 ;
- Une assistante administrative, qui est la deuxième sur ce poste créé en 1998 et présente personnellement depuis 2000.

Si cette équipe jouit d'une réelle stabilité, c'est au prix d'une évolution régulière des dossiers traités par chacun des techniciens. Par exemple, la chargée de mission rivière et communication a ajouté à ses missions en termes de communication et de sensibilisation un volet animation de la concertation avec les usagers et les riverains autour de projets de restauration de milieux qu'ils soient portés par le SMEC ou par des partenaires, tels que la Fédération de pêche. De même, les trois agents assurent l'animation du PGRE, avec l'une en coordination, l'autre davantage auprès des collectivités et le dernier auprès de l'agriculture. Par ailleurs, l'équipe a bénéficié sur la période de la création d'un poste sur 18 mois en charge de l'élaboration du PGRE. Des stagiaires interviennent aussi régulièrement pour apporter un appui sur tel ou tel dossier réalisé en interne. Enfin, le SMEC établit dans certains cas des conventions avec des partenaires, qui lui permettent de disposer de compétences complémentaires de celles de son équipe, comme c'est le cas pour le CEN RA sur le volet zones humides du contrat. L'arrêt de portage du poste d'animateur du site Natura 2000 *Vallée de l'Eyrieux et affluents* en 2017 est également à noter ici, car il permettait à l'équipe de disposer d'une compétence technique complémentaire en matière d'écologie et d'environnement, forcément utile à la mise en œuvre de projets touchant à ce type d'enjeux.

Un regard sur les bilans 2019 des emplois du temps des 3 agents techniques du SMEC permet de constater le caractère composite de ceux-ci notamment pour le poste de chargée de mission coordination rivière avec un volet partenarial plus étendu. On note également des partages de tâches

sur des dossiers, tel qu'évoqués ci-dessus à propos du PGRE. Il peut s'agir également d'une division entre gestion administrative et animation autour d'un même dossier.



Il faut également noter l'absence de direction au sein de l'équipe. Cette situation est jugée préjudiciable par certains partenaires techniques et financiers, qui estiment qu'elle ne permet pas au SMEC d'évoluer de façon plus adaptée et ambitieuse au regard des enjeux traités. Il peut également être source d'inconfort pour une équipe salariée finalement réduite au regard de l'étendue du bassin versant.

### III.3. Le pilotage et la concertation

#### III.3.1. Un dispositif de pilotage classique

Le pilotage du contrat de rivière s'appuie sur **différentes instances** :

- Le **comité de rivière**, créé lors du premier contrat, a perduré jusqu'à aujourd'hui, accompagnant l'ensemble des phases de ce second contrat. Il s'agit d'une instance réunie tous les ans ou deux ans. Il est destiné normalement à partager l'information sur les avancées et perspectives du contrat, mais la pratique veut que l'on y fasse également le bilan de l'activité du syndicat, intégrant l'ensemble de ses activités, telles que le SPANC. Il faut cependant noter qu'un comité de rivière a fait exception à ce rituel, avec en juin 2016 une séance consacrée totalement à la restitution de l'étude multicritères sur le barrage des Collanges, destinée à provoquer des échanges. Il bénéficie d'une participation satisfaisante des parties prenantes, sauf en ce qui concerne les communes qui sont moins mobilisées.



- Le comité de rivière était précédé d'un **comité technique**, associant le SMEC aux partenaires techniques et financiers et chargé de le préparer jusqu'au retrait de l'appui de la Région à ce type de procédure suite aux élections régionales de 2015<sup>4</sup>. La réduction du cercle des financeurs rend moins utile ce type d'instance. Il faut d'ailleurs noter que ces partenaires financiers et réglementaires reconnaissent avoir moins de temps que lors de la décennie précédente pour suivre ce type de démarche, sachant qu'elles se sont multipliées sans que nécessairement leurs moyens augmentent en proportion.

Les instances du syndicat participent également au pilotage avec, outre un conseil syndical<sup>5</sup> réuni 3 fois par an (orientations budgétaires, budget et demandes de subventions) :

- Le **bureau du SMEC** comprend 12 membres, avec 1 président, 5 vice-présidents et 6 membres. Ils se réunissent tous les deux mois environ pour échanger sur les dossiers en cours, sans avoir toujours charge de décision, sachant que le président dispose d'importantes délégations en la matière. Ce choix qui s'explique par la volonté de ne pas être bloqué par la nécessité de se réunir pour décider pourrait avoir contribué selon certains élus d'avoir vidé de leurs substances ces réunions de bureau. La taille du bureau ne devrait pas changer suite à la mise en œuvre de la compétence GEMAPI et à l'évolution.
- Le SMEC dispose également de **commissions thématiques** composées d'élus, qui portent sur de nombreux sujets : Contrat de rivière, SPANC, Communication, Administration. Ce système ne fonctionne pas de manière active, hormis pour la Communication qui a été longtemps active.

Quant aux projets les plus importants portés par le SMEC, ils donnent lieu à l'organisation de comités de pilotage ad hoc, associant les parties prenantes intéressées. Pour les acteurs y participant, c'est sans doute à ce niveau que la concertation est la plus justifiée et la plus nourrie et certaines de ces instances perdurent dans le temps. Par exemple, le suivi de l'élaboration du PGRE a donné lieu à la mise en place d'un comité de suivi, réuni à 3 reprises entre 2016 et 2017 et complété de déclinaisons territoriales, à l'instar de ce qui s'était pratiqué lors de l'élaboration d'une stratégie zones humides sous la houlette d'un processus de concertation dédié.

### III.3.2. Une participation des acteurs qui a évolué

Plusieurs acteurs constatent et regrettent que la période ait acté l'éloignement du terrain des partenaires techniques et financiers ainsi que la disparition de la Région de cette scène, pour diverses raisons (charge de travail accrue, moyens humains réduits, changement de priorité ou logique d'intervention...). Ce type de regret concerne l'agence de l'eau RMC et les services de l'Etat, sachant que la vision supra qu'ils pouvaient apporter manque parfois aux acteurs locaux pour juger de la qualité de leur action. Certains acteurs s'interrogent également sur le fait de voir actuellement l'agence signer des « contrats petit cycle » (AEP et assainissement) avec les EPCI du territoire, craignant que ces

---

<sup>4</sup> Notons à cet égard que ce second contrat de rivière Eyrieux Embroye Turzon fait partie de la dernière génération de contrats ayant bénéficié de l'investissement de la Région Auvergne Rhône-Alpes.

<sup>5</sup> Voir l'évolution de la composition du conseil syndicat dans la partie III.1.2. - Un portage renouvelé dans le cadre de la GEMAPI



collectivités n'aient à terme plus de motivations à s'engager en contrepartie, sur des actions sur les milieux.

Certains partenaires, maîtres d'ouvrage d'actions de terrain (ex. effacement de seuil ou plan de gestion de zones humides), ont déclaré s'appuyer sur, outre l'expertise de l'équipe technique, sur ses liens avec les acteurs de terrain et ses compétences en termes d'animation dans le cadre de la concertation associée, sans que cela soit formalisé.

Parmi les acteurs de la société civile, il faut noter une certaine satisfaction à avoir vu des associations environnementales se rapprocher du contrat. En revanche, la période n'a semble-t-il pas connu d'autres changements de postures notables de la part d'autres acteurs (agriculture, hydroélectricité, ...).

### **III.4. Le suivi et l'évaluation du contrat**

Concernant ce volet, ce contrat a connu comme la plupart de ceux de sa génération la définition d'une batterie d'indicateurs de suivi, rattachés à chacune des fiches actions. Il s'agit d'indicateurs de réalisation ou d'indicateurs permettant d'évaluer l'évolution (de la pression, de l'état du milieu...). Comme dans la plupart des contrats, la pertinence de ce nombre important d'indicateurs pose question quant à leur utilité pour tirer des enseignements utiles à la conduite de la démarche. D'une part, il est régulièrement difficile de renseigner à échéance du contrat des indicateurs définis a priori, certains s'avérant inadaptés pour juger de telle ou telle action ou ne pouvant être complétés faute de données suffisantes. D'autre part, aucun indicateur « ne parle » en soi, c'est l'échange et la délibération organisée à son propos qui peut permettre de produire un jugement éclairé. Aussi, dans le cadre de la présente évaluation, et en fonction des données disponibles, l'équipe évaluatrice s'est attachée à resserrer cette liste d'indicateurs à ceux jugés pertinents pour jauger l'avancement des actions et les différentes évolutions.

Bien que n'ayant pas alimenté régulièrement cette liste d'indicateurs de pression ou d'état, l'équipe technique du SMEC a cependant fourni un travail appliqué de renseignement des indicateurs (techniques et financiers) de réalisation des diverses opérations, en produisant régulièrement un bilan complet du contrat de rivière, présenté en comité de rivière et également au travers des rapports d'activités établis annuellement pour chaque poste). Même s'il s'agit d'un document contenant beaucoup d'informations, il a bénéficié d'un effort de clarté précieux, dont nous avons été, nous-mêmes évaluateurs, les bénéficiaires. Cet effort de transparence, de pédagogie et de partage est à souligner.

### **III.5. L'information, communication et sensibilisation**

Fondé sur un fonds documentaire fourni, ce volet bénéficie d'une analyse détaillée des initiatives mises en œuvre dans ce cadre. Cette approche paraît d'autant plus justifiée que le SMEC est à l'initiative d'une communication que l'on peut juger riche et variée.

### III.5.1. Rappel du cadre

Les objectifs que s'est fixés le syndicat de rivière - à savoir sensibiliser les populations et les acteurs locaux à la préservation des milieux aquatiques, de la ressource en eau ainsi que faire connaître le syndicat et la procédure de contrat de rivière - sont définis dans le cadre du volet C du contrat de rivière 2014-2019. Il s'agit d'analyser ici la stratégie de communication du syndicat au travers des différents médias qu'il développe pour faire passer les informations qu'il juge pertinentes vers différents types de destinataires.

Le plan de communication analysé ici fait suite à un premier plan de communication attaché au premier contrat de rivière. L'étude préalable au second contrat de rivière précise que ce premier plan a consisté en 7 parutions du journal de l'Eyrieux, une exposition itinérante, des animations et actions de sensibilisation auprès des scolaires, la participation à 13 journées de l'environnement, la création de l'identité visuelle du syndicat, des actions de sensibilisation des riverains lors des travaux, ainsi que la création d'outils de communication à destination de divers publics notamment des fiches et des diaporamas, 3 plaquettes d'informations, des formations d'étudiants et enfin un partenariat avec le syndicat d'initiative du Pays de Vernoux et l'URCPIE (« *Guide de rivière* »)<sup>6</sup>.

Ces différents médias de communication ont été conservés pour le deuxième plan de communication. On peut noter que la diversité des supports est maintenue, tout en s'enrichissant notamment de supports destinés à toucher davantage d'acteurs qu'auparavant (scolaires, élus, habitants, agriculteurs, ...). Enfin, on observe une forme qui s'homogénéise et se fixe pour donner une plus grande unité aux différents médias utilisés par le syndicat dans sa communication. Le logo est identifiable et une charte graphique est déclinée sur tous les supports numériques et papier.

Les sujets abordés sont récurrents et peuvent se diviser en trois catégories :

1. Culture générale / connaissances générales du territoire (patrimoine ou connaissances naturalistes) ;
2. Fonctionnement institutionnel (syndicat, et dispositifs comme Natura 2000) ;
3. Usages et bonnes pratiques.

Les deux premières catégories sont majoritaires et se distinguent facilement. La troisième catégorie est plus discrète et apparaît régulièrement sous forme d'encarts parmi des articles relevant des deux autres catégories.

### III.5.2. Médias à disposition sur support papier

#### Journal de l'Eyrieux

Edité par le Syndicat Mixte Eyrieux-Clair tous les 9 mois environ depuis janvier 2000, le journal de l'Eyrieux est un feuillet de 12 pages en couleur. Il est distribué par voie de distribution publicitaire à l'ensemble des foyers du territoire qui sont la cible principale de ce support. L'efficacité de ce mode de distribution est questionnée par certains acteurs (refus ou confusion avec information publicitaire). La forme graphique se fixe à partir du numéro 8 en 2009, présentant de nombreuses illustrations, photos et schémas. Auparavant, les mises en page sont variables et ne présentent pas d'unité de

---

<sup>6</sup> Cf. Plan de communication 2013-2019

forme. Des encarts en couleur sont destinés à mettre en exergue les informations-clefs, telles que des définitions, points de vigilances et chiffres importants.

Les différentes rubriques sont fixes d'un numéro à l'autre ; ce qui peut être considéré comme un atout facilitant l'accès du lecteur à l'information. Seul leur contenu change. Les surtitres/rubriquages sont quasiment toujours « information/sensibilisation », autorisant à penser qu'ils sont dispensables.

Enfin, on peut noter que la première double page est composée d'un édito du président du syndicat. Le reste de la double page a évolué dans le temps et semble s'être fixé à partir du numéro 8 de mai 2009 sur la communication des actions de sensibilisation à destination du grand public et plus particulièrement des enfants. Par ailleurs, les élus occupent une place notable dans ce journal puisque la parole est donnée à deux d'entre eux dans chacun des numéros pour exprimer leur point de vue sur la mise en œuvre des politiques de l'eau au sein du bassin versant dans le cadre du contrat de rivière.

Les contenus peuvent être classés selon différentes catégories qui sont la plupart du temps mélangées au sein des mêmes articles :

- **Connaissance et culture générale** : petits articles et encarts illustrés de dessins à l'aquarelle ; ces derniers pouvant être retrouvés sur l'ensemble des supports destinés au grand public.
- **Bonnes pratiques et usages adéquats ou indésirables** : déconstruire les informations erronées et rumeurs vis-à-vis du fonctionnement du cours d'eau (ex. ripisylves consommant l'eau des cours d'eau, mousses présentes dans le lit de la rivière témoignant du lessivage des sols lors de précipitations), ainsi qu'une posture normative sur les bons gestes à adopter pour protéger les cours d'eau du bassin versant, avec notamment rappel du cadre réglementaire.
- **Communication institutionnelle sur le fonctionnement du syndicat et des programmes** : articles les plus longs avec présence de paroles d'élus (ex. SPANC, contrat de rivière). Les numéros du deuxième contrat se focalisent davantage sur les programmes et dispositifs mis en place comme la GEMAPI, le SPANC que sur le fonctionnement interne (organigramme des élus, commissions) davantage présents dans les numéros du premier contrat.
- **Etudes et actions réalisées ou en cours**, laissant apparaître trois cas de figure :
  - Les études réalisées ou en cours, présentes tout au long des parutions
  - Les actions réalisées ou en cours, présentes dans les premiers numéros de manière visible et détaillée puis plus discrètes
  - Les actions de sensibilisation et d'information, à destination des enfants principalement ou manifestation tout public et à propos du Festival de l'eau, avec une place de plus en plus prédominante.

À noter pour finir que les numéros publiés lorsque Natura 2000 était dans le giron du syndicat ont donné lieu à un « quatre page » spécial au dos du journal. Il explicitait le fonctionnement institutionnel du dispositif, dispensait des informations à but pédagogique et clarifiait les enjeux auxquels entend répondre Natura 2000.

### **Fiches pratiques**

Ces fiches, au nombre de quatre, se déclinent sur une à quatre pages présentant des images, des phrases courtes, un contenu didactique. Chacune est consacrée à une thématique spécifique : zéro phyto, ripisylve, assainissement individuel et zones humides. Ces sujets répondent à des enjeux

auxquels doit faire face le syndicat, associés à des objectifs concernant des publics ciblés (habitants, exploitants agricoles et sylvicoles), dont on attend des comportements adaptés, dans une optique dépassant la sensibilisation.

Elles sont organisées de la même manière, avec une mise en page stable et efficace. Des définitions des termes cadrent le sujet, précisé également grâce à des chiffres clefs. A la suite, les enjeux écologiques et de gestion du milieu, auxquels le bassin versant est confronté, sont explicités. Pour finir, sont exposées les bonnes pratiques à mettre en œuvre. De nombreuses photographies illustrent le propos de la fiche et permettent une meilleure compréhension du sujet.

Ces fiches sont mises en ligne sur le site Internet ou distribuées lors de manifestations, rencontres, réunions thématiques.

### **Bulletin de liaison des élus**

A partir de 2008, 10 numéros ont été publiés à raison d'environ un par an. Ce support est à destination des élus locaux du bassin versant. Le bulletin est un quatre pages, avec une couverture mettant en exergue les dates d'événements importants et trois pages proposant un ou deux sujets en lien avec l'actualité des politiques de l'eau et l'actualité du syndicat (ex. suivi du SPANC, protection des zones humides, ...). Une bannière rouge en fin de bulletin alerte une deuxième fois sur les dates à ne pas manquer soulignant un des objectifs principaux du bulletin à savoir la mobilisation des élus. La mise en page est de plus en plus structurée au fur et à mesure des publications. Les couleurs se rapprochent de la charte graphique du syndicat. La lecture est rendue plus aisée par une hiérarchisation claire des informations.

Les réglementations et leurs évolutions ont une place importante dans ce bulletin, témoignant de la volonté du syndicat de le concevoir comme un outil technique et pédagogique sur les politiques de l'eau. Une place est donnée à la parole d'élus évitant le sentiment d'une information trop descendante.

### **Documents à destination des enseignants**

Ces documents sont destinés à accompagner le maître de classe. « L'Eyrieux en clair » explique l'écosystème rivière et son fonctionnement de manière simplifiée. Deux documents ont également été réalisés pour permettre aux professeurs, en particulier ceux qui ont participé à des interventions, de préparer et poursuivre le travail en classe, au travers d'un document pédagogique à destination des primaires et un autre pour les maternelles.

## **III.5.3. Média à disposition sur support numérique**

### **Site internet**

*Précaution : cette analyse a été formulée avant la rénovation récente du site. Le site a été revu intégralement tant en termes de contenus que de présentation, à la fois pour le moderniser et le rendre compatible avec les nouveaux outils de communication.*

Le site internet paraît très complet, il présente la diversité des contenus proposés par le syndicat dans ses différents supports papiers et adopte la même charte graphique. Il est facilement accessible sur

les différents moteurs de recherche<sup>7</sup> pour peu que les mots clefs recherchés soient assez précis comme « Bassin versant Eyrieux » ou « Syndicat Eyrieux ». Des mots clefs plus vagues comme « Cours d'eau Eyrieux », « Rivière Eyrieux » ou simplement « Eyrieux » privilégient davantage des résultats liés au tourisme et à la randonnée (sachant que ces organismes payent cette prestation de référencement contrairement au SMEC). La page Wikipédia de la rivière apparaît dans les premiers résultats systématiquement ne mentionnant que discrètement l'existence du SMEC et de son site internet.

De manière classique pour une collectivité, les informations sont classées en quatre thématiques : territoire, syndicat, missions et actualité située en haut de la page. D'autres catégories sont également accessibles à gauche et donnent accès à la documentation, au glossaire, aux partenaires, à l'agenda et aux documents existants sur format papier comme les fiches pratiques, les illustrations des encarts « le coin nature ». De plus, le syndicat, à travers ce site, montre son ancrage dans une constellation d'acteurs partenaires, en donnant accès à leurs sites

Néanmoins, si les informations relatives aux activités du syndicat sont complètes – les comptes rendus des principales instances sont mis en ligne –, la forme générale est peu didactique. Les informations techniques sont faciles à trouver à condition de connaître les mots-clefs du domaine de la gestion de l'eau. Il est complexe d'accéder à une information synthétique qui permette d'avoir une vue d'ensemble, même la section destinée aux enfants offre un contenu assez technique qui nécessite la médiation d'un adulte. Le site internet s'adresse davantage à des techniciens ou des sachants, car il offre une matière première complète et de qualité (cf. carte interactive sur les indicateurs de qualité).

### **III.5.4. Animations**

#### **Festival de l'eau & de la biodiversité**

Cet événement annuel est décrit par les acteurs du territoire comme un point-clef de la sensibilisation de la population. Il est organisé depuis 11 ans par le SMEC et les communes partenaires, différentes à chaque édition, permettant de se rapprocher des populations sur un bassin versant à la taille importante. Ses partenaires financiers sont l'Agence de l'eau et la Région Auvergne-Rhône-Alpes. Cet événement propose des conférences, des ateliers et des promenades pédagogiques. En amont de la manifestation, des actions de sensibilisation sont mises en place dans les écoles des communes accueillant l'évènement.

Une communication sur divers supports (flyers, affiches et dossiers de presse) existe pour promouvoir la manifestation et attirer les habitants. Elle reprend les couleurs bleu et vert clair de la charte graphique du SMEC. Le graphisme est enfantin et souligne la portée grand public de cet événement.

#### **Sortie des élus sur site**

Lors des groupes focus, une élue a évoqué les sorties des élus mises en place au début de ce second contrat de rivière. La visite de site réalisée entre élus permet de proposer un temps d'échange de connaissances à propos des enjeux du bassin versant. Elle regrette cependant que l'initiative qui fonctionnait bien au début, attire de moins en moins d'élus.

---

<sup>7</sup> Recherche effectuée le 31 janvier 2020 sur les moteurs de recherche Google, Qwant et Bing

### Animations scolaires

Le syndicat propose aux écoles du bassin versant de l'Eyrieux des visites pédagogiques. Elles portent sur la rivière, les espèces floristiques et faunistiques qui la peuplent et les bonnes pratiques à adopter pour protéger ce milieu. Ces visites accompagnées d'un intervenant extérieur ont lieu en classe entière ou en demi-groupe suivant les âges et la thématique de la sortie, et durent entre deux heures et une journée. A l'échelle de la durée du contrat, les effectifs de classes et d'élèves bénéficiaires de ces animations sont importants :

Année scolaire	Nombre de classes concernées	Nombre d'élèves concernés
2014/2015	15	323
2015/2016	13	290
2016/2017	20	381
2017/2018	18	406
2018/2019	14	317
2019/2020	28	581
<b>Total</b>	<b>108</b>	<b>2 298</b>

A la suite de ces sorties scolaires, un questionnaire est mis à disposition des enseignants pour recueillir leurs avis. Les enseignants déclarent être très satisfaits des visites dans l'ensemble. Les thématiques proposées abordent les « petites bêtes », les poissons présents dans la rivière et les batraciens. Elles répondent à leurs attentes. Ils soulignent la qualité du contenu, des thématiques, la pertinence des intervenants et les documents fournis aux enseignants pour poursuivre l'enseignement en classe (présentés ci-avant). Les quelques critiques observées relèvent de questions très ponctuelles. Enfin, certains enseignants de maternelle estiment que le contenu n'est pas toujours adapté à l'âge des enfants car trop théorique, d'ailleurs les animations proposées ne concernent que certaines thématiques à l'attention des grandes sections (la vie dans la rivière, l'art de la rivière et jardiner au naturel), voire des moyennes sections (l'art de la rivière, jardiner au naturel), mais plus les petites sections.

## IV. Les points de vue des acteurs consultés

Les points de vue présentés ici émanent d'entretiens collectifs conduits par le cabinet Contrechamp dans le cadre de l'évaluation du contrat de rivière porté par le Syndicat Mixte Eyrieux Clair au mois de janvier 2020.

Ces *groupes focus* ont été constitués par « monde d'acteurs », notamment pour faciliter l'expression des participants et réduire les risques de censure liés à d'éventuels intérêts contradictoires. Les acteurs ont été invités à exprimer d'abord leur point de vue personnel sur l'évolution de la situation de la

problématique évoquée (qualité, quantité, milieux, ...), puis à expliciter les motifs de ce point de vue dans le cadre d'une séquence d'échange collectif.

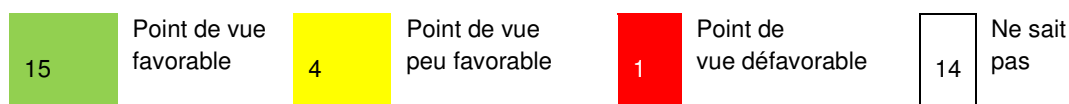
De façon pratique, cinq questions portant sur les différents volets du contrat de rivière ont été posées successivement, l'ordre des volets a été respecté. Ainsi, les participants ont dû se positionner tout à tour sur les actions du syndicat quant à la qualité de l'eau, la préservation et la restauration des milieux aquatiques, la quantité d'eau, la prise en compte des risques et le fonctionnement du contrat de rivière. Ils ont été invités à donner leur point de vue en votant au moyen de cartons de couleur vert (favorable), jaune (peu favorable), rouge (défavorable) et blanche en cas de difficultés à se prononcer. Après comptabilisation des votes, les acteurs ont pu expliciter leur avis et débattre entre eux avant de passer à la question suivante.

## IV.1. Le « monde des élus »

Au vu de la géographie du territoire, les élus ont été conviés dans le cadre de deux réunions qui se sont tenues respectivement au Cheylard et à Saint-Laurent-du-Pape les 27 et 28 janvier 2020. Elles ont permis d'accueillir respectivement une vingtaine et une dizaine d'élus.

Les **élus présents se sont révélés intéressés par les informations échangées durant les réunions**, même si les **élus délégués au syndicat se montrent généralement mieux informés** que les autres. Ces derniers ont été capables d'exprimer des points de vue nuancés et précis tandis que les autres, environ la moitié des participants, se sont avérés manquer de connaissances pour pouvoir exprimer des avis par rapport aux différents volets du contrat. S'ils peuvent citer des enjeux concernant la qualité de l'eau, telle que la prolifération des cyanobactéries, ils affirment **ne pas disposer de suffisamment d'informations précises concernant les actions** menées par le syndicat. D'autres regrettent au contraire une communication trop nourrie du syndicat, qui leur semble nébuleuse. Tous reconnaissent que s'intéresser à ces thématiques demande une disponibilité qu'ils n'ont pas forcément. Les **effets des actions** du syndicat sont également considérés comme **lents à être perceptibles**, ce qui rend souvent d'autant plus obscure la compréhension des tenants et aboutissants des actions mises en œuvre.

### IV.1.1. À propos des actions en faveur de l'amélioration de la qualité de l'eau



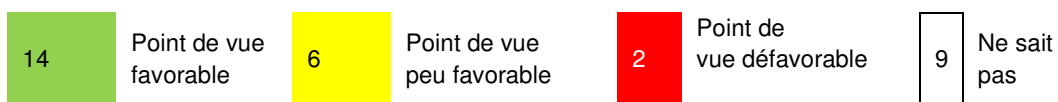
Sur ce volet, les **avis exprimés sont similaires dans les deux réunions**. L'effectif se partage entre une courte majorité d'élus jugeant de manière favorable les actions menées dans le cadre du contrat de rivière et ceux qui se déclarent incapables de juger. La principale opération citée concerne les **travaux sur la STEP de Vernoux**, ainsi que la poursuite du traitement ou le raccordement de certains hameaux, tout en reconnaissant que de ce point de vue la tâche demeure importante. Par ailleurs, l'**action du SPANC** est évoquée pour relever de réelles avancées liées à ses contrôles, en dépit de contraintes de

relief et de ressources des particuliers concernés. A l'amont, face au point de vue d'une élue regrettant que le SPANC se contente de diagnostics sans portée réglementaire, le rôle de police du maire est rappelé. L'**implication des communes en faveur d'un entretien sans pesticides** est jugée favorablement par des élus de l'aval.

Certains élus critiquent la **baisse des montants de subventions** accordés par l'agence de l'eau sur l'assainissement, par rapport au premier contrat. Certains estiment que ces baisses confirmées dans le cadre du 11<sup>ème</sup> programme de l'agence peuvent expliquer l'absence de réalisation de certains projets inscrits au contrat. Ils regrettent également que la **signature récente de contrats dédiés à l'eau potable et l'assainissement entre l'agence et les intercommunalités compétentes**, voire avec certaines communes, risque à terme de **condamner les marges de négociation en faveur d'actions sur les milieux**, a priori intéressant moins les collectivités. Ce qui n'empêche pas que soit pointée la responsabilité des communes et les **différences notables d'efforts concernant l'assainissement**. On s'interroge également sur la **performance de certains équipements existants** (ex. filtres à roseaux) ou sur **l'assainissement de campings importants à l'aval**. Le sentiment d'un **manque de cohérence globale de ce volet**, doublé d'une demande de fermeté, se dégage.

En termes d'effets, la **labellisation récente par l'agence de l'eau** (label « rivière en bon état ») **de cours d'eau de l'amont du bassin** est également citée par un responsable du syndicat comme preuve d'une amélioration de la qualité de l'eau. Pourtant les **effets des actions mises en œuvre sur la qualité de l'eau demeurent difficiles à appréhender** par la plupart des élus, qui affirment s'en remettre aux experts. Certains plus informés estiment que le critère d'amélioration à privilégier renvoie à la présence d'espèces sensibles, telles que des truites ou des écrevisses. Dans ce cadre, il est indiqué qu'une étude en cours sur les populations d'écrevisses devrait apporter des précisions utiles dès cette année. En termes de conséquence, il est également rappelé que la **qualité des eaux de baignade** est également un **indicateur important** au regard des enjeux touristiques du territoire. Dans ce cadre, le lien entre qualité et quantité en période d'étiage (et de baignade) est jugé comme déterminant.

#### IV.1.2. À propos des actions en faveur de la restauration et la préservation de la continuité écologique et des milieux aquatiques



Si à première vue les élus s'accordent sur un avis plutôt favorable à propos de ce volet, les échanges mettent rapidement en évidence le sentiment largement partagé d'un **manque d'actions tangibles**. Sans nier l'importance de mener des études pour approfondir les connaissances du bassin versant, ils regrettent que celles-ci ne débouchent pas davantage sur des actions concrètes. Pour certains élus, les **études sont trop nombreuses**, trop coûteuses et trop longues, considérant qu'elles prennent le pas sur la mise en œuvre des actions en termes de moyens humains et financiers. Quelques élus reconnaissent également ne **pas avoir de critères pour juger de l'amélioration ou non des milieux**. A contrario, certains élus ont dit **l'intérêt des conseils prodigués par le SMEC sur la gestion/mise en valeur des zones humides**, ainsi que les efforts de sensibilisation/promotion auprès des habitants.

**Concernant la continuité**, ce déficit de passage à l'action témoignerait d'un **manque de volonté politique** pour aborder pratiquement des questions dont chacun convient qu'elles soulèvent des

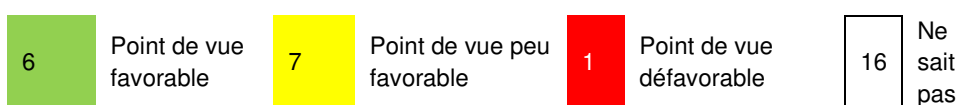


résistances parmi les riverains concernés. Le **coût des actions de restauration** pour les collectivités est également évoqué par certains comme un frein, en dépit des aides apportées, alors que d'autres estiment que la destruction de seuils qui n'ont plus d'usage n'est pas coûteuse. Par ailleurs, les actions mises en œuvre (arasement de deux seuils) bénéficient apparemment d'une faible notoriété hormis pour les élus situés en proximité directe des sites concernés. Ce sujet suscite également des questionnements sur sa pertinence, un élu a alerté ses pairs sur les **risques de rétablir une continuité écologique « à tout prix »**, sachant qu'elle avait pour conséquences de favoriser l'accès d'espèces exotiques comme l'écrevisse californienne et lui permettre de coloniser des tronçons de cours d'eau aujourd'hui préservés.

En revanche **concernant les zones humides**, les actions de **restauration des abords du lac du Devesset** et la restauration d'une zone humide conduite sur **Chalencon** focalisent positivement l'attention des élus jusqu'à l'aval. L'**appui du SMEC est apprécié** des gestionnaires du lac de Devesset et plus globalement le fait d'**avoir associé restauration, protection et valorisation** (via la mise en place d'un sentier d'interprétation) en fait une action exemplaire du point de vue de bon nombre de participants. Sur l'aval, un élu se réjouit du retour d'espèces sur les berges d'un affluent, retenant que le conseil de l'ONF est depuis 30 ans de ne toucher à rien à cet endroit...

Enfin, quelques élus reviennent sur le **barrage des Collanges**, qui apparaît comme le **plus gros point noir concernant l'amélioration des milieux aquatiques**, avec des enjeux de continuité sédimentaire et écologique apparemment connus de la plupart des élus. S'ils reconnaissent volontiers que cet ouvrage dépasse le périmètre d'actions du syndicat de rivière, ils considèrent que les **études menées à ce sujet sont trop nombreuses et contradictoires**, tout en s'interrogeant sur le coût disproportionné d'une quelconque intervention à ce sujet. Et si l'on rappelle que ce **barrage a été l'objet de débats, déjà avant sa construction**, la crainte d'une absence de solution tangible est patente.

#### IV.1.3. À propos des actions en faveur de l'amélioration de la connaissance de la ressource et des économies de l'eau



Le sentiment d'**avoir en main de nombreuses connaissances** liées aux études réalisées est partagé majoritairement bien que les données précises de ce volet soient au final, peu connues des participants. S'ils considèrent que la partie étude a été menée à bien, il semble que les connaissances ont plutôt été approfondies sur le cours d'eau de l'Eyrieux et moins sur les affluents. En revanche, les élus présents considèrent que les **actions mises en œuvre suite aux études ne sont pas suffisantes** et les résultats attendus ne sont pas assez perceptibles. Divers élus s'interrogent ainsi sur les suites d'études concernant les économies d'eau, dont ils n'ont aucune nouvelle.

Ce retour sur ce présent volet offre, de ce fait, l'opportunité pour les participants d'échanger des informations sur la gestion quantitative de l'eau au sein du bassin versant. Les **questionnements s'orientent sur les rôles et compétences du syndicat** sur ce sujet. C'est l'occasion de préciser que les arrêtés sécheresses sont de la responsabilité de la préfecture, le syndicat n'ayant qu'un rôle consultatif. Des élus pointent le **manque de cohérence et d'équité en termes de contrôles en cas d'arrêtés** notamment vis-à-vis des piscines qui peuvent être remplies la nuit pendant que les

agriculteurs ont interdiction d'irriguer. De même à l'aval, il semble que le soutien d'étiage assuré à partir du barrage des Collanges est plus réduit depuis 2 à 3 ans. Les **retenues collinaires** ont été évoquées **par certains comme une solution** pour faire face aux tensions estivales sur la ressource, alors que **d'autres à l'aval l'interrogent en lien avec l'évaporation touchant ce type d'ouvrage et/ou l'intérêt de cultiver du maïs**. Ils évoquent en écho, les besoins en eau de cette culture et les enjeux de qualité des produits agricoles. A l'amont, certains élus regrettent que la **perspective d'un captage des sources de Molines** sur la commune de Borée, apparemment évoquée depuis plusieurs dizaines d'années, ne soit **pas davantage étudiée**.

Divers questionnements ont été soulevés par une poignée de participants concernant la gestion des pénuries d'eau potable dans certains hameaux. Les **événements ponctuels sont gérés au cas par cas**, sans négliger des enjeux de sécurisation qui bénéficieront sans doute de l'implication des intercommunalités sur ce volet. La **restauration des réseaux d'eau potable fuyards** est présentée comme une priorité partagée aujourd'hui par les élus, facilitée par l'appui apporté par l'agence de l'eau RMC, ainsi que la **mise en place de schémas directeurs**. Un débat a émergé dans les deux réunions sur la **responsabilité des habitants** dans les économies d'eau. Certains pointent le gaspillage d'eau des ménages alors que pour d'autres les habitants locaux ont déjà conscience de cette nécessité en lien avec une culture méditerranéenne présente sur le bassin versant. Il serait donc nécessaire de travailler à la sensibilisation des touristes et résidents secondaires, qui pour la plupart ne partagent pas cette culture. Un élu évoque également comme avancée le choix qui a été fait sur sa commune de **n'introduire dans les espaces publics que des plantes résistantes à la sécheresse**.

Enfin, un **paradoxe est soulevé à l'aval** quant à la gestion de l'eau : les économies d'eau entraînent une **baisse des dépenses d'eau** et donc une **baisse des entrées d'argent** pour les collectivités gestionnaires. Un élu de la CAPCA explique ainsi que la hausse du tarif de l'eau a eu pour conséquence la diminution de la consommation des ménages et donc de moindres rentrées financières que ce que l'augmentation du prix de l'eau laissait escompter.

#### IV.1.4. À propos du renforcement des mesures de prévention des risques naturels sur les biens et les personnes

Ce volet est le moins doté du contrat de rivière. Le **risque sur le bassin versant est jugé très localisé**, essentiellement sur l'aval de l'Eyrieux (ce qui n'empêche pas chacun de savoir que la violence et l'imprévisibilité des épisodes cévenols peut toucher ponctuellement tout le territoire). La disparition/dégradation récente de terrains agricoles lors de crues de l'Eyrieux est suffisamment présente pour rappeler cette menace, face à laquelle les **élus locaux se sentent le devoir d'agir**, en dépit de l'absence d'exposition directe de personnes à cet aléa. Il reste cependant à **analyser les causes de ces phénomènes**, que les expertises semblent associer au déficit de transit sédimentaire, laissant relativement peu d'espoir de voir des changements notables à court terme.

**A l'amont**, ce sont davantage les **questions d'entretien** qui inquiètent les élus, sachant que le retrait de l'agence de l'eau du financement de ce volet est généralement connu... et regretté. Il n'est pas pour autant envisagé que les propriétaires riverains assument à l'avenir leurs obligations sur ce point. La déprise agricole est également jugée défavorable sur ce plan. Des craintes sont également exprimées quant à l'**exploitation forestière de type « coupe à blanc »**, qui peut favoriser l'apparition de coulées de boues qui menacent à la fois certains biens et viennent combler les cours d'eau. De ce point de vue,

la perspective de voir exploitées dans les années à venir d'importantes plantations de résineux inquiètent plusieurs élus. On estime cependant que le **syndicat n'a pas beaucoup de recours sur ces enjeux**, car ils touchent à l'aménagement du territoire, l'artificialisation des sols notamment. La question se pose alors entre les élus de la pertinence de l'outil contrat de rivière par rapport à un SAGE.

#### IV.1.5. A propos du fonctionnement du contrat de rivière

La conclusion des élus à propos de ce contrat de rivière est plutôt favorable en ce qui concerne la **communication et la sensibilisation** conduite auprès des populations locales, incarnées particulièrement par le Festival de l'eau. Mais comme pour les études, ce volet ne contrebalance pas le déficit de réalisations, notamment emblématiques soulevé par les élus intéressés par le contrat. Concernant **l'évolution des mentalités**, les **avis divergent**, entre une vision des habitants du territoire attentifs à l'eau en lien avec leur culture méditerranéenne, contrairement aux touristes, et l'idée que ce n'est qu'en cas de sécheresse et d'interdictions que les populations se montrent sensibles et précautionneuses avec la ressource.

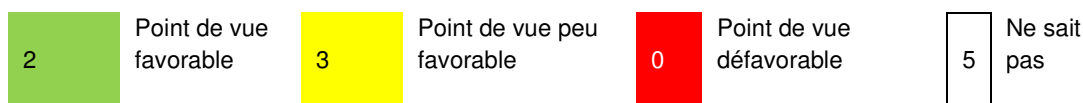
Enfin, les élus délégués présents déplorent la **baisse de l'investissement des délégués** au sein du syndicat puisque le quorum a rarement été atteint lors des dernières assemblées. Dans ce cadre, **certaines se réjouissent du changement de gouvernance prochain** du syndicat avec l'entrée en lice des intercommunalités en lieu et place des communes. Ils en attendent également plus d'efficacité dans l'action conduite par le syndicat sur le terrain. D'autres s'interrogent cependant sur la **façon dont le lien avec les communes sera maintenu**, sachant que certains délégués ont parlé de leurs difficultés à partager les informations dont ils disposaient avec leurs pairs au sein des conseils municipaux.

Certains élus à l'amont regrettent cependant que la **politique conduite sur le bassin versant soit placée sous la tutelle des services de l'Etat et des financeurs**, qui au travers des réglementations et soutiens déterminent les priorités du territoire. Le PGRE en témoigne. Ils s'interrogent sur le fait de savoir ce qui changerait si le syndicat et les contrats n'avaient pas existé. Certains considèrent que le **syndicat permet au territoire de bénéficier d'une certaine technicité** qui en fait un interlocuteur privilégié de la gestion de la rivière. Ils attendent de la **refonte de la gouvernance du syndicat** autour des EPCI **d'avantage de poids politique** pour définir des priorités, **sans négliger l'éloignement des élus de terrain déjà évoqué**.

#### IV.2. Le « monde » de l'agriculture et de la forêt

Lors de la réunion où étaient conviés les agriculteurs, sylviculteurs et représentants de l'ensemble des acteurs de l'agriculture et de la forêt (essentiellement des organismes ou associations locaux ou départementaux), onze acteurs ont pris part, activement pour la plupart.

### IV.2.1. À propos des actions en faveur de l'amélioration de la qualité de l'eau



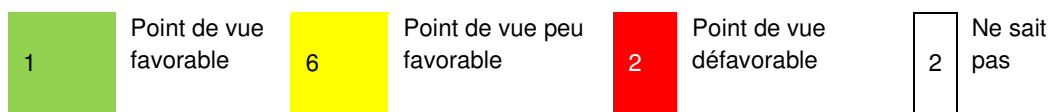
Les acteurs présents jugent positivement les actions menées dans le cadre du contrat de rivière sur ce volet. Ils reconnaissent que des **progrès ont été faits notamment au niveau de l'assainissement**, avec un nombre significatif de STEP créées ou mises aux normes. Ils soulignent que les actions ont davantage été menées sur l'Eyrieux que sur ses affluents, probablement car la plupart d'entre eux présentent un bon état en termes de qualité de l'eau. Ils participent d'ailleurs au bon état qualitatif de l'Eyrieux. Un **atout du bassin versant** défendu par la plupart des participants est la **quasi-absence de pollutions diffuses**, de même que la présence de forêts

Malgré ces améliorations unanimement constatées, de nombreux participants insistent sur la **nécessité de poursuivre les efforts**. Sont évoqués notamment des **hameaux et des maisons riveraines de cours d'eau** pas encore assainies, sources de pollutions ponctuelles, ainsi que des débits estivaux très faibles qui ne permettent pas toujours de diluer les effluents. Certains **rejets venant des STEP** peuvent ainsi avoir un impact notable sur la qualité et la quantité de l'eau en période d'étiage. Les acteurs défendent ainsi que **qualité et quantité de la ressource en eau entretiennent des liens étroits** sur ce bassin versant, notamment si l'on souhaite que les milieux développent leur propre capacité d'autoépuration. En outre, des problématiques de qualité sur certains secteurs particulièrement sur la Dunière ou certains tronçons de l'Eyrieux justifient des avis plus mitigés. Sont également évoquées la **présence de cyanobactéries** qui ont eu pour conséquence la fermeture d'un point de baignade l'été dernier (il est rappelé à cet égard que la qualité des eaux de baignade est un point sensible au regard de l'activité touristique) et celle d'algues et de plantes invasives, témoins d'une dégradation de la qualité de l'eau.

Enfin, la moitié des participants estiment ne pas avoir de données précises et d'ensemble sur ce sujet pour se prononcer. S'ils reconnaissent que les informations existent et sont rendues accessibles par le SMEC, ils n'en ont pas pris connaissance en détail. C'est particulièrement le cas pour les acteurs intervenant à l'échelle départementale ou régionale.

Parmi les autres points abordés, un participant envisage le **barrage des Collanges** comme une problématique majeure du bassin versant à court, moyen et long terme. Construit sur une ancienne décharge, le barrage retiendrait des **sédiments pollués** depuis sa création, créant « une bombe à retardement » pour tout l'aval du bassin. Par ailleurs, les acteurs agricoles disent leur volonté de préserver le volume destiné à l'agriculture et à satisfaire d'autres usages, quitte à optimiser l'ouvrage. Un autre participant s'est inquiété des **rejets des micropolluants**, notamment les principes actifs de médicaments, et de l'absence à sa connaissance d'étude portée par le syndicat sur ce sujet. Une étude conduite par la CAPCA démontre que la présence de telles substances actives n'est actuellement pas inquiétante.

#### IV.2.2. À propos des actions en faveur de la restauration et la préservation de la continuité écologique et des milieux aquatiques



Tous les participants s'accordent à dire que le **SMEC a permis d'initier des actions favorables sur les zones humides**. L'inventaire a permis d'acquérir de la connaissance et d'ores et déjà on relève des actions de restauration et de mise en valeur concernant les grandes zones humides situées notamment sur le plateau de Saint Agrève.

**Concernant la forêt**, l'aide apportée par ces informations dans le cadre d'élaboration de plans de gestion forestière est jugée précieuse par l'ONF, rejoint par le CRPF. Au-delà de l'adaptation des pratiques sylvicoles, encore trop récentes pour être réellement ancrées, la reconnaissance de l'existence de ces espaces permet de les protéger, voire de les valoriser. Il n'en demeure pas moins que des **questions se posent sur les forêts gérées**, notamment lorsqu'il s'agit de les exploiter et d'envisager l'avenir de ces parcelles. Des expériences existent, telles que celle menée par le CEN après le rachat d'une plantation d'épicéas. Un acteur défend que l'exploitation forestière est pour sa part réalisée en respectant la réglementation, face aux PV constatés depuis trente ans. D'autres acteurs s'interrogent cependant sur le fait de savoir si cette réglementation est toujours adaptée à ces enjeux.

On signale par ailleurs le **poids de la forêt privée peu ou pas exploitée** et des forêts situées sur les versants, pour lesquelles l'**enjeu des zones humides** se poserait à la marge. Un acteur estime cependant que de telles zones existent, moins étendues que celles situées sur les plateaux ou en bordure de rivière, donc plus difficiles à repérer mais tout aussi importantes à préserver pour leurs différentes fonctions.

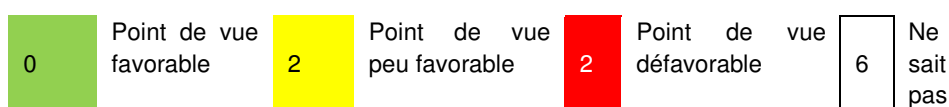
Après avoir rappelé que les **zones humides sont gérées principalement par l'agriculture** et essentiellement par l'élevage, les acteurs du monde agricole se montrent plus mitigés. Ils estiment en effet qu'il est nécessaire de soutenir financièrement les agriculteurs en faveur du maintien de pratiques adaptées à la protection des zones humides, essentiellement exploitées sur les têtes de bassin. Les zones situées sur les versants sont quant à elles souvent trop restreintes pour pouvoir bénéficier de telles aides (MAE, PAEC).

Par ailleurs, ces zones humides peuvent poser des **problèmes face aux projets de stockage d'eau pour l'irrigation**, même si la chambre d'agriculture affirme défendre des solutions de stockage déconnectées des cours d'eau. Quelques participants finissent par souligner les **injonctions qu'ils jugent paradoxales entre la nécessité du maintien d'une agriculture locale viable et une quasi-interdiction d'irriguer** alors même qu'il existe des réserves pour le faire. Il leur semble nécessaire d'**adapter les réglementations au contexte** et d'équilibrer mieux entre mesures de protection et pratiques agricoles. C'est l'occasion de rappeler qu'il y a une dizaine d'années la réglementation sur le traitement des eaux blanches, issues de la fabrication de fromages, a poussé de petites exploitations avec une dizaine de chèvres à abandonner cette activité, par manque de moyens pour s'adapter. Le **concours des prairies humides fleuries** conduit en partenariat entre la Chambre d'agriculture et le SMEC, récompensant les exploitants présentant une biodiversité importante dans leurs parcelles, est par contre reconnu comme ayant un impact positif sur le territoire et l'image de son agriculture.

La discussion s'oriente dans un deuxième temps sur les **cours d'eau**. Associé au retrait de l'agriculture sur le territoire, le **déficit d'entretien de ces rivières** est tenu responsable par les représentants du monde agricole de leur mauvais état. Au-delà, l'**interdiction d'intervenir sur les embâcles et notamment les atterrissements dans le lit des cours d'eau** est, selon eux, responsable de l'enfoncement estival des cours d'eau dans les bancs de galets et du piégeage de certaines espèces.

En écho, quelques acteurs soulignent l'importance de la préservation des milieux et regrettent que pas plus d'actions aient été menées à terme durant ce contrat, en regard du nombre important d'études menées sur le bassin. Une participante souligne enfin que l'une des raisons du non-aboutissement de certaines actions est la problématique de la maîtrise foncière et la présence importante de propriétaires privés.

#### IV.2.3. À propos des actions en faveur de l'amélioration de la connaissance de la ressource et des économies de l'eau



Les acteurs présents évoquent d'emblée la **problématique du changement climatique**, dont les **forestiers constatent les effets depuis une dizaine d'années** avec le sentiment que les choses vont très vite (moins de précipitations, événements plus marqués, ...). Certains acteurs estiment cependant que si tout cela reste nébuleux, tant en termes de causes que de conséquences, il est nécessaire de s'atteler au problème. **Conserver de l'eau sur le territoire devient un enjeu en soi**, mais les **moyens pour y parvenir diffèrent**. Pour les acteurs agricoles, il n'y aura pas d'autres solutions que de stocker l'eau, via la création de retenues collinaires, jugées capables de répondre aux problématiques d'irrigation sur le territoire. Pour d'autres, l'objectif serait plutôt de conserver des milieux aquatiques en bon état, dont des zones humides capables de stocker naturellement l'eau notamment sur l'amont du bassin. Les échanges témoignent de difficultés à faire la part des choses entre évolutions liées aux dérèglements climatiques et actions humaines délétères sur le fonctionnement des milieux (ex. consommation d'eau des arbres en bordure de cours d'eau, épisodes cévenols, rôle des seuils, importance de l'évaporation sur les retenues, prélèvements trop importants).

Dans ce contexte, **acteurs agricoles et forestiers estiment difficile de se prononcer sur ce volet**. La Chambre d'agriculture rappelle qu'elle conteste les résultats de l'étude volumes prélevables et les actions du PGRE qui en découlent. Elle estime nécessaire de compléter l'information sur les besoins d'irrigation, dans le cadre de la vision qu'elle porte de voir l'agriculture locale en capacité de s'adapter pour se maintenir, tout en affirmant que l'agriculture prélève aujourd'hui de l'ordre de 1% des précipitations annuelles. Concernant le stockage d'eau, la chambre rappelle que si des expérimentations sont en cours, c'est sur le bassin versant du Doux où la situation de la ressource est nettement plus tendue.

D'autres acteurs regrettent un **manque d'ambition en matière de récupération des eaux usées et des eaux pluviales**. Au-delà, c'est le **manque d'appropriation du PGRE** qui est évoqué, expliquant que les mesures envisagées tardent à être mises en œuvre.

#### IV.2.4. A propos du renforcement des mesures de prévention des risques naturels

Les **participants sont peu au fait de ce volet, hormis un arboriculteur directement concerné**. Situées à l'aval de l'Eyrieux, une partie de ses terres ont été emportées par la rivière et il a perdu plusieurs rangées d'arbres fruitiers. A ses yeux comme du point de vue de la chambre d'agriculture, le syndicat devrait prendre davantage en compte cet enjeu sur un territoire qui souffre déjà d'un manque de terre arable du fait de sa topographie. Les échanges permettent de considérer que les enjeux se situent sur l'Eyrieux à l'aval des Ollières. Les plus au fait espèrent que l'étude sur l'espace de bon fonctionnement de l'Eyrieux en aval de Ollières va permettre de préciser cela... à condition de réunir les acteurs concernés. Les acteurs agricoles relèvent pour leur part que le sujet a d'ores et déjà bénéficié d'études techniques (transport solide) sans donner lieu à des interventions.

Quant aux représentants des sylviculteurs, ils s'accordent à souligner les **problèmes que posent les parcelles de forêt en pente**, qui pour des raisons d'accès, sont généralement coupées à blanc avec à la clef des problèmes de ruissellement et d'érosion. La création d'accès temporaire dans la pente n'est pas non plus favorable. On peut également penser que la fin des exonérations foncières trentennales entraîne un grand nombre de coupes de ce type dans les années à venir.

#### IV.2.5. A propos du fonctionnement du contrat

Le **manque de connaissance générale des participants** au sujet des actions du syndicat et du contrat est soulevé. Pourtant, l'information diffusée à destination des différents publics, notamment des élus, par le syndicat est jugée déjà importante. Bon nombre de participants reconnaissent que **ce manque d'information résulte davantage de leur déficit de disponibilité et d'attention**.

Enfin, quelques acteurs expriment leur regret de la **faible conscience de faire partie du même bassin versant**. Les acteurs ne se rencontreraient pas assez. Ce manque de liens est accentué pour les deux cours d'eau de l'Embroye et du Turzon qui sont déconnectés de l'Eyrieux. De même, il faudrait **davantage mobiliser les acteurs des affluents** qui sont pour le moment trop à l'écart des actions du SMEC et ne se sentent pas concernés par la vie du bassin versant. En écho, un participant soulève la **possibilité d'envisager un SAGE** qui permettrait de traiter plus de sujets concernant la gouvernance et éventuellement d'être plus actifs collectivement sur le territoire. D'autres estiment qu'il faut trouver un équilibre, car le suivi de ce type de démarche demande beaucoup de temps et d'énergie et qu'il faut aussi conserver du temps pour l'action.

### IV.3. Le « monde Environnement / Tourisme »

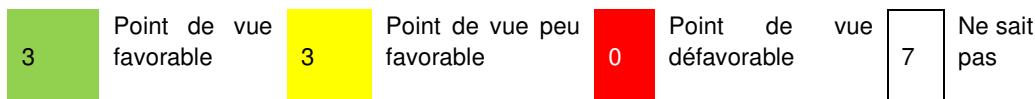
Les acteurs de l'environnement et du tourisme (essentiellement des associations locales, départementales ou régionales de la protection de l'environnement et du patrimoine, de la pêche, de la chasse, ...), étaient au nombre de douze lors de la réunion de concertation.

Une partie des acteurs ont été surpris de n'avoir pas accès à des informations chiffrées concernant les actions avant de se prononcer. Selon eux, les effets des actions entreprises par le syndicat sont peut accessibles ou lisibles. Leur intérêt pour cette réunion reposait en partie sur une attente de contenus informatifs sur les actions du syndicat. Ils ont eu de ce fait des difficultés à s'exprimer, liées à une



réticence à donner un avis au nom de leurs structures en fonction de leur ressenti personnels sans informations objectives.

#### IV.3.1. A propos de l'amélioration de la qualité de l'eau

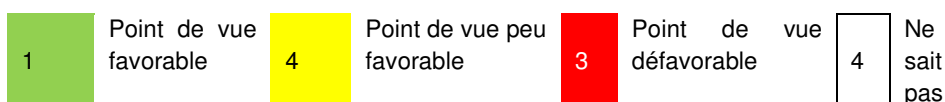


Les **améliorations de l'assainissement collectif** sont considérées comme des **actions notables** du syndicat sur ce volet. L'ensemble des acteurs a d'ailleurs souligné l'évolution favorable de ce volet. Ils s'accordent néanmoins, sur le fait qu'il **reste beaucoup à faire** et qu'ils ont des attentes vis-à-vis du syndicat. Sont évoqués des **problèmes ponctuels**. La **présence de cyanobactéries** dans les eaux du lac de Devesset cet été, **l'augmentation de la température de l'eau au niveau du barrage des Collanges** et le **mauvais état de la Dunière** sont autant de sujets de préoccupation qui mitigent les avis des participants. Une participante a précisé que le SPANC se met en place progressivement. Le contexte territorial à fleur de granit complexifie la mise en œuvre car, les tuyaux ne peuvent être enterrés. De l'avis de certains, la qualité est étroitement liée à la question de la quantité en concentrant les pollutions. Le dérèglement climatique va lier les deux volets étroitement dans le futur.

La discussion s'oriente ensuite, sur une des causes supposées de la **baisse de l'entretien des rivières**. De l'avis de certains participants, l'enfrichement des berges due à une déprise agricole et une perte de population riveraine entraîne une baisse du niveau d'eau par absorption végétale. Il serait nécessaire selon eux, de déboiser une partie des rives. Une actrice environnementale dément cette information et rappelle que la présence de végétation en bordure immédiate du cours d'eau est bénéfique pour les milieux et les espèces floristiques et faunistiques. La ripisylve limite également l'évaporation et le réchauffement de l'eau. Il serait donc délétère de promouvoir un déboisement de la ripisylve.

Enfin, certains acteurs ont insisté sur le **manque d'informations à leur disposition**. Ils ne peuvent se prononcer notamment sur l'impact des actions du syndicat sur les milieux et sur l'enjeu de baignade. Sur ce dernier point, un participant porte à la connaissance des autres qu'un outil est apparemment en cours de développement pour prévenir en temps réel les acteurs du territoire. Pour finir, selon un acteur du tourisme, le syndicat ne communique pas suffisamment les résultats des actions menées alors que ce serait très intéressant. D'autres participants ont un avis similaire et souhaitent davantage de clarté sur l'état initial du cours d'eau, les avancées réalisées et ce qu'il reste à accomplir.

#### IV.3.2. A propos de la restauration et la préservation de la continuité écologique et des milieux aquatiques



Sur ce volet, la **plupart des acteurs reconnaissent les efforts du SMEC** mais tous estiment que ce travail en est resté **au stade de l'"initiation"** et qu'il n'a pas pu permettre la réalisation d'actions concrètes en faveur des milieux. Pour eux, la situation a peu progressé : présence du barrage des Collanges, peu d'arasement de seuils, problème de maintien des berges sur l'Eyrieux aval. Ils soulignent toutefois que le **label « Rivière en bon état »** et les **travaux entrepris sur les zones humides** montrent que le SMEC

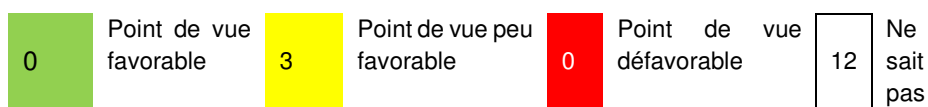


progresses sur ce sujet. Il faut continuer, notamment car cela peut être valorisé touristiquement comme dans le cas du lac du Devesset à Saint Agrève. On notera à cet égard que la Fédération de pêche de l'Ardèche a sur ce site un projet de base touristique avec un produit « Pêche ». Ils souhaitent plus de reconnexion de l'Eyrieux à ses affluents, car ils présentent un bon état écologique et ce serait favorable au bon état de l'Eyrieux.

Les participants ont le sentiment que d'**importants moyens sont mis en place pour communiquer lors des lancements d'actions** mais qu'au final, il y a peu de retour sur les études ou les effets des actions. De la même façon, ils émettent des **doutes sur le bien-fondé des actions de restauration** dans le cas de ce cours d'eau. Les seuils sont un sujet sensible puisqu'ils touchent au patrimoine et aux usages de la rivière par les riverains (irrigation, baignade, etc.). Les participants s'interrogent dans le cadre d'**effacements de seuils** sur les objectifs visés par le syndicat, sa marge de manœuvre vis-à-vis d'une obligation de continuité fortement affichée. Une participante souligne qu'il est question de temporalité dans la restauration : quel état passé du cours d'eau est utilisé comme référence et pourquoi ? Un participant interroge enfin sur les motivations de la démolition des retenues d'eau. Un autre répond que cela limite la capacité auto-épuratrice du cours d'eau et donc baisse la qualité de l'eau.

En écho à cet enjeu de continuité, les acteurs du tourisme abordent la problématique de la **continuité de navigation** et de son insuffisance actuelle. Les passes à canoë n'ont pas été prises en compte dans le contrat de rivière. Ils regrettent un **manque de concertation** des associations de loueurs de canoë lors des suppressions de seuils. Certains alertent sur le risque que représentent les effacements de seuils pour les canoës car cela peut créer des passages dangereux alors que d'autres défendent l'effacement d'obstacles facilitant la navigation. Quant au Département, il indique que les touristes attendent une nature préservée et des possibilités de faire du canoë ou de se baigner (enquêtes quinquennales sur le département). La continuité de navigation permettrait d'avoir ainsi une offre de canoë sur tout le linéaire, surtout sur un site à la réputation européenne pour cette pratique. Néanmoins, la vocation du territoire de l'Eyrieux est d'avoir un tourisme diffus au contraire de l'Ardèche du Sud.

#### IV.3.3. A propos de l'amélioration de la connaissance de la ressource et des économies de l'eau



Les acteurs répondent rapidement que les études ont été réalisées ainsi que le PGRE. La question à présent est sur la mise en œuvre et les évolutions pour lesquelles ils ne sont pas au courant. D'ailleurs a précisé un participant, si le PGRE a été réalisé, les communautés de communes n'ont pas lancé les schémas et on **manque toujours d'information sur le rendement des réseaux des communes**. Les réseaux fuyards ne sont pas identifiés et la perte en eau par les fuites n'est pas chiffrée.

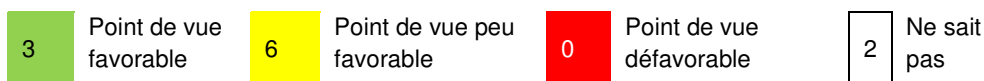
Ensuite, la discussion s'oriente sur les **conflits d'usages** entre usages humains et besoins des milieux aquatiques. Les problèmes de quantité paraissent également peu appréhendés et la population n'est pas au courant. Des dispositifs ont été mis en place pour économiser l'eau sans plus de précision. De plus, la **sensibilisation auprès des résidences secondaires et des touristes occasionnels** est importante

pour agir sur les économies d'eau d'autant plus qu'ils sont présents sur le territoire en période d'étiage. Pourtant selon eux, il y a encore un manque de communication ou en tout cas, si elle existe, elle ne parvient pas aux populations.

#### IV.3.4. A propos du renforcement des mesures de prévention des risques naturels sur les biens et les personnes

Ce volet a été abordé succinctement. Les acteurs font ressortir quelques points qu'ils perçoivent comme problématiques. Le **barrage des Collanges** est perçu comme la **cause principale des problèmes de crue en aval** à cause de la perturbation sédimentaire qu'il crée sur l'Eyrieux. L'**urbanisation** ensuite est considérée comme un **facteur amplificateur** du risque inondation par l'artificialisation des sols en fond de vallées ou l'implantation d'activités comme les campings qui augmentent la vulnérabilité. La discussion s'oriente sur les articulations possibles entre urbanisme et contrat de rivière, l'élaboration possible d'un SAGE est questionnée.

#### IV.3.5. A propos de la sensibilisation, la communication et la mise en valeur des milieux aquatiques



Les acteurs ont l'impression que les **actions mettent du temps à émerger**, le sentier du Talaron par exemple a un topo guide mais l'itinéraire du chemin n'est toujours pas finalisé.

Les techniciens trouvent la **communication suffisante** mais cette réunion fait prendre conscience à une participante que l'information ne parvient pas jusqu'à la population. La communication existe mais elle n'est manifestement pas accessible ou assez accessible. Il est nécessaire d'être actif et d'aller la chercher. La communication est faite de manière institutionnelle, les **manifestations sont l'occasion de sensibiliser et d'être au plus près des populations** mais elle demande aux acteurs de se connaître et d'interagir ensemble.

Pour terminer, les acteurs ont défendu la **concertation** sur ces thématiques. De ce fait, les acteurs suggèrent davantage de co-construction entre le syndicat et les autres acteurs du territoire. Un SAGE pourrait ainsi être pour certains un moyen de toucher plus de sujets transversaux. L'idée de devenir un territoire pilote sur ce type d'approche est évoquée. Ils souhaitent également voir mises en œuvre davantage d'actions concrètes identifiables du syndicat par tous.

## Annexe 1 : liste des partenaires consultés individuellement

Syndicat Eyrieux Clair / Elus	Bernard Berger + 2	
Syndicat Eyrieux Clair / Techniciens	Valérie Charvillat Stéphanie Daniel Jean Sébastien Ros Ruiz	
Agence de l'eau RMC	Mickaël Balaÿ	
Région AURA	Guillaume Bacciotti	
Conseil Départemental 07	Francis Hubert	
DDT 07	Éric Campbell	
CAPCA	Félicien Charrier	
CC Val Eyrieux	Raymond Fayard Rémi Bourret	
CC Rhône Crussol	Fabien Cayrat	
SM SCOT Centre Ardèche	Valentin Rabier	
Fédération de Pêche 07	Christian Boucansaud Elise Thélémaque	
CEN RA	Marie-Anne Revaka	
Chambre d'agriculture 07	Régis Perier	
PNR Monts d'Ardèche	Damien Cocatre Guillaume Chevalier	
SDEA	Philippe Latapy	

## Annexe 2 : listes des participants aux groupes focus

Réunion – Bilan CR Eyrieux Lundi 27 janvier 2020 – Le Cheylard / Elus		
Prénom Nom	Structure / qualité	Mail
Nicole Chaudier	Conseil municipal Saint Apollinaire	
Jean-Marie Mengin	Conseil municipal Saint Apollinaire	
Christophe Gauthier	Vice-président SMEC Adjoint maire de St Agrève	Christophe.gauthier0353@orange.fr
Philippe Tramoni	Commune St Etienne de Serre	philippe.tramoni@wanadoo.fr
Natalie Achard	Conseillère municipale St Cierge sous le Cheylard	achard.natalie@orange.fr
Maurice Saniel	Maire de St Cierge sous Le Cheylard	maurice.saniel@sfr.fr
Franck Lacondemine	1er adjoint de Ajoux	franck.lacondemine@ardèche.chambreagri.fr
Maurice Roche	Vice-président SMEC Commune de Mariac	
Daniel Dorp	Vice-président SMEC Commune de Chanéac	
Denis Serre	SMEC Membre du bureau Commune du Cheylard	
Raymond Fayard	VP CC Val'Eyrieux Commune de Belsentes	
Patrick Borrás	SMEC Membre du bureau Commune Beauvène	
Joëlle Courtault	Commune d'Arcens	
Robert Lavis	Commune de Chalengon	robert.lavis@orange.fr
Pascal Ba		
Josette Clauzier	Maire d'Accons	
Jean Michelas	St Barthelemy le Meil	
Dallard Guy	Commune de Dornas	

Arnaud Chuker	Directeur SIGLD	
Etienne Roche	Président SIGLD	

**Réunion – Bilan CR Eyrieux**

**Mardi 28 janvier 2020 – St Laurent du Pape / Elus**

Prénom Nom	Structure / qualité	Mail
Jean Paul Paulmier	Commune Prantles	
Michel Moulin	Commune St Julien le Roux	
Christian Alibert	Commune Châteauneuf de Vernoux	
Bernard Berger	Président SMEC Commune St Georges les Bains	
Michel GEMO	Commune Marcols les Eaux	
François Chambonnet	Commune St Vincent de Durfort	
Noëlle Pascal	Commune St Laurent du Pape	

**Réunion – Bilan CR Eyrieux**

**Mardi 28 janvier 2020 – St Sauveur de Montagut / Agriculture et forêt**

Prénom Nom	Structure / qualité	Mail
Alexandre Saussac	CAPCA Technicien de rivière	Alexandre.saussac@pnra-centre-ardeche.fr
Pierre Avenas	1e adjoint St Sauveur de Montagut	
Isabelle Gillibert	ONF / Responsable Territorial	
Jean Paul Laprat	Agriculteur	Lapfruit@gmail.com
Fabien Moins	Agriculteur FDSEA	Moins.fabien@orange.fr
Guillaume Chevalier	PNR des Monts d'Ardèche – chargé de mission Natura 2000/ENS	gchevalier@pnrma.fr
Bernard Bayon	Sylviculteur	bayon.bernard@orange.fr
Jean-Pierre Ney	ASYBE Fransylva07	ney.marlhins@orange.fr
Régis Perier	Chambre d'Agriculture Ardèche	regis.perier@ardeche.chambreagri.fr
Bruno Pasturel	Centre régional Propriété Forestière CRPF	Bruno.pastoral@crpf.fr
Justine Mayeur	Communes forestières Ardèche	justine.mayeur@communesforestieres.org

**Réunion – Bilan CR Eyrieux**

**Mardi 28 janvier 2020 – 14h – St Sauveur de Montagut / Environnement et tourisme**

Prénom Nom	Structure / qualité	Mail
Thierry Boutemy	ADT – responsable pôle développement	Tboutemy@ardeche-guide.com
Véronique Meulson	CD 07 – service relation aux territoires et eau (AEP)	vmeulson@ardeche.fr
Rémi Faure	Les amis du Talaron	y.r.faure@orange.fr
Ali Patrick Louahala	Association Les Légremis	Legremis07@yahoo.fr
Marie-Anne Revaka	CEN Rhône Alpes	Marie-anne.revaka@can-rhonealpes.fr
Guillaume Chevalier	PNR des Monts d'Ardèche – chargé de mission Natura 2000/ENS	gchevalier@pnrma.fr
Bastien Lebra	AAPPMA de l'Eyrieux au Rhône	Bastien118@hotmail.fr
Alexandre Saussac	CAPCA Technicien de rivière	Alexandre.saussac@pnra-centre-ardeche.fr
Claude Burine	Les amis du Talaron	Claude.burine-marlhins@orange.fr
Francis Burine	Les amis du Talaron	Claude.burine-marlhins@orange.fr
Philippe Caillebotte	Comité départemental Canoë Kayak de l'Ardèche	Cpm.ckardeche@gmail.com
J. Marc Fognini	Directeur Office du Tourisme Privas centre Ardèche	jmfognini@ardeche-buissonniere.fr